



www.atterres.org

La BCE tente un coup d'État contre la Grèce

Les Économistes atterrés dénoncent la décision de la BCE qui viole la démocratie, renie ses propres engagements à tout faire pour éviter la déflation et pour sauver la zone Euro et fait le lit des forces politiques réactionnaires qui prospèrent toujours sur fond de crise totale. Ils appellent tous les démocrates à s'opposer avec la dernière énergie à cette décision inique de la BCE. Les choix du peuple Grec doivent être respectés.

L'illusion d'une Banque centrale européenne pratiquant un assouplissement monétaire pour sortir la zone euro de la déflation n'a duré que deux semaines. Hier, la BCE a unilatéralement décidé de ne plus accepter les titres publics grecs en contrepartie des liquidités accordées aux banques, tout particulièrement aux banques grecques. Ainsi, Mario Draghi met en péril la zone Euro, rompant son engagement à « *tout faire pour préserver l'Euro* ».

Les banques grecques qui continuent à acheter des obligations de l'État, ne pourront donc plus les utiliser pour se refinancer auprès de la BCE. Elles pourront certes utiliser d'autres instruments, des titres privés. Mais ceux-ci risquent de devenir rares et surtout l'Etat grec aura de plus en plus de mal à trouver des fonds pour sortir de l'étau de la Troïka. C'est la sanction que la BCE inflige au nouveau gouvernement grec pour avoir osé envisager mettre fin à une austérité ayant saigné aux quatre veines le peuple grec.

Cette décision irresponsable, dogmatique et punitive, prise pour des raisons politiques, par des technocrates non-élus, aboutit à déstabiliser le système bancaire grec et de la zone euro. Elle est en contradiction flagrante avec l'article 127 du TFUE qui indique que « *Sans préjudice de l'objectif de stabilité des prix, le SEBC apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union, en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union, tels que définis à l'article 3 du traité sur l'Union européenne* ». Et cet article 3 indique que l'UE « *œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée [...] qui tend au plein emploi et au progrès social* ».

La décision de la BCE va aggraver les difficultés d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique alternative permettant de sortir de la crise. En coupant l'économie grecque de l'alimentation en monnaie reconnue dans toute la zone euro, elle sèmera la panique parmi la population grecque, sachant que les banques seront ainsi mises

en grande difficulté pour répondre à sa demande. La BCE cherche-t-elle à susciter une panique bancaire ?

Le risque est bien celui d'un chaos économique et social, mais aussi celui du chaos politique. Avant même que soient ouvertes les négociations avec le nouveau gouvernement grec, la BCE envoie un signal à tous les pays membres de la zone euro : la démocratie ne compte plus. Les Grecs peuvent voter, leur vote est nul et non avenu. Tout nouveau gouvernement est contraint par les engagements pris par le précédent. On savait déjà que les institutions européennes n'avaient que faire des choix populaires depuis le contournement des référendums portant sur la conception des politiques à mener, on l'expérimente maintenant dans la mise en œuvre des politiques.

Ce coup de force de la BCE va se retourner contre l'ensemble des peuples européens. Refuser de mettre en cause les politiques d'austérité c'est condamner la plupart des pays de l'UE au marasme. Le comble de l'absurde est atteint puisque même les pays en apparence prospères comme l'Allemagne, ne pourront éternellement vivre des déficits des autres.

Le Collectif d'Animation des Economistes Atterrés

atterres@gmail.com